

Retrouver toutes les astuces sur : <http://perso.numericable.fr/assoc1901>

Toute personne qui détient un bien produisant un revenu (valeurs mobilières, bien immobilier) peut en donner l'usufruit à une oeuvre d'intérêt général pour une durée déterminée tout en conservant la nue-propriété.

Intérêt fiscal

De telles opérations procurent une économie d'impôt de solidarité sur la fortune et d'impôt sur le revenu.

Conditions à remplir

Pour qu'une donation temporaire ne soit pas considérée comme abusive, certaines conditions cumulatives doivent être remplies:

- prendre la forme d'un acte notarié;
- être réalisée au profit d'organismes d'intérêt général habilités à recevoir des donations (fondations ou associations reconnues d'utilité publique; associations culturelles ou de bienfaisance autorisées à recevoir des dons et legs ou établissements publics des cultes reconnus d'Alsace-Moselle, établissements d'enseignement supérieur ou artistique à but non lucratif agréés);
- être effectuée pour une durée au moins égale à trois ans;
- porter sur des actifs contribuant à la réalisation de l'objet de l'organisme bénéficiaire (contribution financière ou matérielle);
- préserver les droits de l'usufruitier.
Les biens ne doivent pas faire l'objet d'une réserve générale d'administration. L'organisme bénéficiaire peut donner pouvoir spécial à un mandataire qui peut être le nu-propriétaire pour exercer toutes les prérogatives liées à son usufruit. Ce mandataire doit lui rendre compte chaque année en lui communiquant toutes les informations utiles relatives aux biens concernés et à l'usufruit (compte rendu des assemblées, évolution des loyers, arbitrage des valeurs mobilières..).

Dons de particuliers

Toutes les associations peuvent recevoir des dons manuels (remise de la main à la main d'une somme d'argent, d'un bien)

Rubrique connexe: régime fiscal des dons.

Dons d'un établissement d'utilité publique

Toutes les associations peuvent recevoir des dons des établissements d'utilité publique ("la Fondation de France").

Versements des entreprises

Les aides aux associations par les entreprises peuvent revêtir diverses formes: somme d'argent, mise à disposition de biens mobiliers ou immobiliers, de personnels. Ces aides sont généralement formalisées par un contrat écrit qui précise la qualification juridique et les obligations des parties. On distingue deux catégories selon la motivation du donateur:

Le mécénat

Il s'agit d'un acte "gratuit" sans aucune contrepartie autre que morale.

Rubrique connexe: aspect fiscal du mécénat

Le parrainage ("sponsoring")

Dans ce cas, le parrain attend en retour des retombées économiques et publicitaires. Les opérations de parrainage sont destinées à promouvoir l'image du parrain. Il s'agit d'opérations de publicité qui ont des incidences fiscales.

Rubrique connexe: aspect fiscal du parrainage

En plus de la cotisation annuelle ou à sa place le versement d'un droit d'entrée ou d'adhésion peut être prévu pour les nouveaux adhérents. Le versement est effectué pour toute la durée de l'adhésion et n'a donc pas à être renouvelé. Son montant est librement fixé par l'association qui peut décider qu'il lui est définitivement acquis.